

**Gendarmerie nationale
Service des Enquêtes Judiciaires des Finances
Office Français de la Biodiversité**

Le 10 mai 2023

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Trafic de civelles : coup de filet international des gendarmes, douaniers, inspecteurs de l'OFB et policiers européens.

Le mercredi 10 mai 2023, une vaste opération est déclenchée en France, en Espagne et en Pologne, pour interpeller 27 trafiquants de civelles.

Plus de 115 personnels, gendarmes de l'OCLAESP, policiers, enquêteurs du SEJF (service d'enquêtes judiciaires des finances), inspecteurs de l'OFB et de la Brigade Nationale des Enquêtes Vétérinaires et Phytosanitaires sont engagés

Il y a bientôt 2 ans, au cours d'un contrôle préalable à une opération de repeuplement dans le lac de Cazaux (33), les inspecteurs de l'OFB relèvent des infractions relatives à la traçabilité des stocks de civelles d'une société de mareyage.

Marchandise très prisée dans certains pays d'Asie, la civelle, petit alevin d'anguille d'une dizaine de centimètres se négocie à plus de 5.000 euros le kg. Sa pêche est encadrée par la réglementation, et soumise à de stricts quotas. Le statut de conservation de l'anguille européenne (*Anguilla anguilla*) est classée « en danger critique » par l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature).

Le 25 août 2021, une enquête préliminaire est ouverte au Pôle Régional de l'Environnement du parquet de Bayonne, sur la base de ces irrégularités administratives.

Pour suivre, les premières investigations ayant démontré l'existence d'un réseau lié à la criminalité organisée, une information judiciaire est ouverte à la JIRS BORDEAUX saisissant le détachement de l'OCLAESP de BORDEAUX, le service d'enquêtes judiciaires des finances (SEJF – Unité SUD-OUEST), l'Office Français de la Biodiversité aidés de la BNEVP, le Groupement Interministériel de Recherches (GIR) de Bordeaux et les gendarmes des sections de recherches (SR) de Bordeaux et de Pau sont co-saisis et coordonnent leurs investigations.

Rapidement, avec l'appui d'EUROPOL, d'EUROJUST et de l'OLAF, une Équipe Commune d'Enquête permet d'associer les investigations des enquêteurs français et espagnols, enquêteurs de la Guardia Civile (SEPRONA). Cette collaboration européenne confirme les soupçons de détournement de la législation pour exporter des quantités importantes de civelles vers l'Asie en contrebande. Ce trafic est bien l'œuvre d'une bande organisée qui

utilise la frontière franco-espagnole pour tenter de dissimuler ses activités délictuelles avec l'Asie. Des techniques spéciales d'enquête sont alors mises en place des deux côtés de la frontière afin de déterminer le rôle des protagonistes dans cette organisation.

Les investigations menées par les cinq services composant cette Équipe Commune d'Enquête permettent d'identifier le commanditaire du détournement hors quotas de plusieurs tonnes de civelles au cours des saisons de pêche 2021/2022 et 2022/2023.

Des surveillances physiques et techniques démontrent l'implication à différents niveaux des acteurs de cette pêche : mareyeurs, responsables commerciaux et pêcheurs prélèvent hors quotas cette espèce réglementée et en tirent d'importants gains financiers. Des filières d'exportations illégales vers l'Asie sont également identifiées et démontrent la présence de ce réseau sur différents pays européens.

Près de 04 tonnes de civelles exportées frauduleusement entre 2021 et 2023 sont ainsi identifiées, pour un bénéfice estimé à près de 1 186 000 euros.

Les investigations démontrent également des liens avec des intermédiaires asiatiques, installés en région parisienne, organisant des exportations en contrebande par les aéroports européens. Ces derniers utilisent aussi des installations en Belgique, ayant été la cible d'opérations par la police fédérale belge. Quatre commanditaires sont interpellés en France et un vivier clandestin a fait l'objet de perquisition présentant des civelles de contrebande et du matériel pour stocker et ré-oxygéner les animaux en voie d'extinction.

En Pologne, des vérifications ont lieu dans une société destinataire supposée de civelles pour du repeuplement. Cette structure polonaise est suspectée d'être une société écran avant des exportations de contrebande vers l'Asie.

Une vingtaine de cibles est également interpellée en Espagne par le service de la SEPRONA.

De nombreuses saisies sont réalisées en argent liquide (environ 200.000 €), en saisies patrimoniales à hauteur de 900.000 €, en civelles de contrebande et des véhicules, notamment.

Le mercredi 10 mai, en France, en Espagne et en Pologne, et au cours de la semaine précédente en Belgique, 27 membres de cette bande organisée sont interpellés, mettant ainsi un sérieux coup d'arrêt au trafic de cette espèce réglementée, fléau destructeur impactant directement la biodiversité sur notre territoire et alimentant la criminalité organisée.

CONTACTS PRESSE :

OCLAESP : 06 88 65 18 50 - officierspresse@gendarmerie.interieur.gouv.fr

SEJF : 06 64 58 75 02 - Pascal FILIPPI, Directeur Adjoint du SEJF, pascal.filippi@douane.finances.gouv.fr

OFB : 06 98 61 74 85 - presse@ofb.gouv.fr florence.barreto@ofb.gouv.fr